



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Environnement et Nature

Affaire suivie par :
Mme CHESNAIS
Tél. : 02 37 18 27 81
Fax : 02 37 35 18 12

ARRETE PREFECTORAL D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES SOLS AU PROFIT DE L'ADEME ANCIEN SITE D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE FRANCE COMPOSITES (ex SA LAGANNE ISOLANTS) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BONNEVAL

**LE PREFET d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement (Livre V – titre I) et notamment son article L. 514-1 ;

Vu le code de justice administrative et notamment son article R. 532-1 ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics modifiée notamment par l'article 1^{er} du décret n°65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2014 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site de la SAS FRANCE COMPOSITES implantée au lieu dit Méroger à Bonneval et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Les représentants de l'ADEME, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux tendant à la surveillance des eaux souterraines au droit de l'ancien site d'exploitation de la société FRANCE COMPOSITES (ex SA LAGANNE ISOLANTS), établi sur la parcelle 78 cadastrée section ZN, située au lieu dit Méroger 28800 sur le territoire de la commune de Bonneval, sont autorisés pour une durée de quatre ans et 6 mois, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté de travaux d'office du 28 juillet 2014.

A cet effet, ils peuvent effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensables.

Le plan correspondant relatif au bâtiment, terrain et accès est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2

Les propriétaires ou locataires des parcelles doivent suspendre toute intervention de nature à perturber les travaux visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, prescrits à l'ADEME par voie d'arrêté préfectoral du 28 juillet 2014.

ARTICLE 3

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire est établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause, à l'occasion des travaux, sont à la charge de l'ADEME.

A défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le Tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 4

Chacun des responsables chargés de travaux doit être muni d'une copie du présent arrêté qu'il est tenu de présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du Maire de Bonneval qui adresse à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de l'ADEME.

ARTICLE 7

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de Bonneval.

Copie est adressée au Président de la Communauté de communes du Bonnevalais.

ARTICLE 8

Les intéressés disposent d'un délai de recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Orléans qui est de deux mois à compter de la publication de l'acte ou de la notification de celui-ci.

ARTICLE 9

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Madame la Sous-Préfète de Châteaudun, Monsieur le Maire de Bonneval, Monsieur le Président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, Monsieur Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 28 juillet 2014

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jean-Paul VICAT

Département
EURE ET LOIR

Commune
BONNEVAL

Section : ZN
Feuille : 000 ZN 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 31/12/2010
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : Lambert I

©2010 Ministère du budget, des comptes
publics et de la réforme de l'État

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des motifs foncier suivant
CHATEAUDUN

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr



